



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 3 septembre 2026

FOCUS : LE SEISME DU 10 AOUT REPRÉSENTE UN DÉFI BUDGETAIRE DE TAILLE POUR LE GOUVERNEMENT RECEMMENT ELU.

2

Bolivie

3

La Banque centrale se dit prête à intervenir en cas d'accélération de la dépréciation du taux de change.

3

Colombie

3

Le projet de loi de finances pour 2027, qui se veut sincère, présente un déficit à -9,4 % du PIB.

3

L'inclusion financière croît mais l'accès au crédit demeure limité.

4

Le développement des centres de données se heurte au déficit électrique.

4

En juillet, les *remesas* s'établissent encore au-dessus de 1 Md\$.

4

Équateur

5

La production pétrolière manque son objectif pour le mois d'août, reflet des difficultés persistantes du secteur.

5

Guyana

5

Le Guyana réduit progressivement sa dépendance aux importations alimentaires.

5

Pérou

5

Le Pérou commence à subir les premiers effets du phénomène El Niño.

5

Suriname

5

Le secteur électrique aurait besoin de 500 M\$ d'investissements pour faire face aux coupures de courant.

5

En juillet, l'inflation annuelle ralentit nettement et s'établit à 8,9 %.

6

Venezuela

6

Les États-Unis et le Venezuela ont conclu un accord pétrolier inédit.

6

Le bolivar s'est déprécié de - 81 % (en g.a.) au mois d'août.

6

Focus : Le séisme du 10 août représente un défi budgétaire de taille pour le gouvernement récemment élu.

Le séisme du 10 août a provoqué des dommages matériels équivalents à 2,3 % du PIB selon le PNUD. Selon l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe (UNGRD), plus de 330 centres de santé, plus de 3 400 centres d'enseignement et 4 000 centres communautaires ont été affectés. Les dommages se concentrent principalement dans le département de Risaralda (34 % des dommages économiques), le Valle del Cauca (23 %), le Quindío (14 %) et le Chocó (13 %). Le coût de la reconstruction est estimé entre 9,5 Md\$ (30 000 Md COP) et 12,6 Md\$ (40 000 Md COP), soit environ 2,2 points de PIB. A titre de comparaison, le coût de la reconstruction au Venezuela apparaît nettement plus élevé, et pourrait représenter jusqu'à 25 % du PIB.

Le séisme a frappé en particulier le Chocó, département le plus pauvre du pays. Dans ce département, 65 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et 44 % sous le seuil de pauvreté extrême (contre 28 % et 10 % respectivement au niveau national). Le séisme frappe ainsi un pays marqué par des inégalités déjà importantes, l'indice de Gini de la Colombie étant le plus élevé d'Amérique latine (0,53).

Toutefois, les répercussions macroéconomiques du séisme pour la Colombie semblent limitées à court terme, les dommages matériels étant contrebalancés par l'activité accrue liée aux besoins de reconstruction et le soutien économique du gouvernement. L'effet direct sur la croissance (recul de la consommation et pertes en infrastructures notamment) est estimé entre -0,2 et -0,4 pp de PIB par Oxford Economics. Cette baisse devrait cependant être compensée par les dépenses (notamment publiques) de reconstruction, pour un effet net sur la croissance nul ou limité. L'effet limité sur la croissance est lié au moindre niveau de PIB des départements touchés, le Chocó représentant à peine 0,4 % du PIB national (10 % pour le département du Valle del Cauca).

Le nouveau gouvernement de la Espriella a déclaré l'état d'urgence économique dans le pays, un dispositif qui permet à l'exécutif de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour redéployer les ressources afin de répondre rapidement aux besoins générés par le séisme. Cette mesure concerne 15 départements pour une période de 30 jours à compter du 20 août et confère au président des pouvoirs extraordinaires pour émettre des décrets et réorganiser le budget national sans consultation parlementaire. Un « Fonds miracle » a été créé pour centraliser les ressources destinées à la reconstruction et à l'aide aux victimes. 31,5 M\$ (100 Md COP) d'aides au logement sont déjà déployées pour les familles touchées alors que seuls 9,3 % des logements du pays sont assurés. Dans le Chocó, territoire le plus affecté, l'assurance couvre moins de 1 % des logements.

Le séisme intervient dans un contexte budgétaire difficile. Le projet de loi de finances pour 2027, présenté par le nouveau gouvernement, présente une situation dégradée, avec un déficit budgétaire attendu à -7,2 % du PIB en 2026 et à -9,4 % en 2027. Ce projet de budget intègre déjà les coûts du séisme. Si une consolidation de -2,2 points de PIB est annoncée par le gouvernement, celle-ci se situe en-deçà des attentes de certains économistes.

Bolivie

La Banque centrale se dit prête à intervenir en cas d'accélération de la dépréciation du taux de change.

La Banque centrale a annoncé pouvoir intervenir en cas de poursuite de la dépréciation du boliviano (BOB). Le président de la Banque centrale a défendu le principe d'un régime de change flexible, alors que le boliviano (BOB) s'est déprécié de 42 % depuis la libéralisation du taux de change en juin dernier, pour s'établir à 11,9 BOB/USD. En cas d'ajustement encore plus marqué du change, avec un taux entre 15 BOB/USD et 20 BOB/USD, la Banque centrale pourrait intervenir sur les marchés afin de corriger la dépréciation. La Banque centrale disposerait de 1,1 Md\$ de réserves disponibles pour ces opérations, sans compter ses réserves en or. Entre juin et août, la Banque aurait accumulé plus de 400 M\$ de réserves selon son président.

Jusqu'en juin 2026, la Bolivie maintenait un taux de change fixe à 6,9 BOB/USD, un niveau maintenu depuis 2011 par l'intervention active de la Banque centrale. Cependant, cette politique avait progressivement favorisé l'émergence d'un marché parallèle des devises, reflétant la déconnexion entre le taux officielle et la demande réelle.

Colombie

Le projet de loi de finances pour 2027, qui se veut sincère, présente un déficit à -9,4 % du PIB.

Le gouvernement a présenté son projet de loi de finances pour 2027, qui présente des dépenses en nette hausse (30 % du PIB contre 27 % dans le projet présenté par le gouvernement de G. Petro). Désormais, 24 % du budget est consacré au service de la dette,

en hausse de 50 % par rapport à 2026 (de 32 Md\$ à 49 Md\$). Le paiement des intérêts représente 4,4 % du PIB, soit davantage que le montant dédié à l'investissement (4,1 % du PIB). Par ailleurs, ce nouveau budget tient compte des coûts additionnels liés au séisme du 10 août (cf. *focus*). Le gouvernement a annoncé vouloir mener une consolidation budgétaire de -2,2 points de PIB, qui devrait être présentée dans un projet de loi dédié.

Le gouvernement accuse le précédent gouvernement d'insincérité budgétaire. En particulier, les dépenses de retraite, de santé, de traitement des fonctionnaires, des universités publiques et du fonds de stabilisation des prix des combustibles (FEPC) auraient été sous-estimées. De même, le service de la dette aurait été en partie sous-estimé.

Le budget présente les priorités du gouvernement. Trois ministères voient leurs budgets augmenter : (i) le ministère des Finances, en prévision selon certains experts de la fermeture d'agences gouvernementales (dont tout ou partie du budget passerait aux Finances), (ii) le ministère du Travail et (iii) le ministère de la Défense ainsi que la Police nationale. L'agence nationale des infrastructures (ANI) voit également son budget augmenter, signe de l'intérêt du gouvernement pour la relance de l'investissement privé. Au contraire, le budget dédié à l'accord de paix de 2016 baisserait de -10 % par rapport au projet du gouvernement précédent, de même que celui des subventions sociales (-16 % ; destinées aux ménages en situation de pauvreté ou vulnérabilité, aux jeunes, aux personnes âgées – sans que le détail des coupes ne soit précisé).

Le financement de ce budget est associé à une hausse de la dette publique. Le gouvernement renonce ainsi à toute réforme fiscale et mise sur la dette externe et interne pour financer son budget. En réaction, le risque-pays de la Colombie, mesuré par les *Credit Default Swaps*

à 5 ans, est passé de 137 points de base à 142 pdb. De même, les taux des obligations de long terme (TES) ont augmenté de 25 pdb au lendemain de la présentation du budget, pour s'établir à 12,7 %.

L'inclusion financière croît mais l'accès au crédit demeure limité.

96,5 % de la population adulte a accès aux produits de dépôt (compte courant) et 85,5 % de la population utilise activement ces produits. En 2020, seuls 86 % des adultes avaient un produit de dépôt et seuls 68 % en faisaient un usage actif. Cette croissance est notamment due à la numérisation des usages : 82 % des opérations bancaires et 65 % des mouvements d'argent se réalisent à partir d'un support numérique (téléphone, ordinateur), selon le rapport d'inclusion financière 2025 de l'Autorité de supervision financière.

L'accès au crédit demeure cependant limité, alors que seuls 37 % des adultes ont un crédit formel en 2025. Si ce chiffre est en hausse par rapport à 2024 (+1,5 points), il retrouve seulement en 2025 son niveau de 2019 (36 %). La carte de crédit reste le type de crédit le plus répandu (24 % des adultes), suivie par le crédit à la consommation (19 %), le micro-crédit (6 %) et le crédit immobilier (3 %).

Le développement des centres de données se heurte au déficit électrique.

La Colombie compte 69 centres de données (« data-centers »), implantés à Bogota, Barranquilla, Medellín ou Cali. Le pays présente un avantage comparatif avec un coût moyen de construction de 7,5\$/watt installé, en-dessous d'autres pays de la zone (10,7\$/W à Sao Paulo au Brésil ou 9,9\$/W à Montevideo en Uruguay). La Colombie mise également sur un positionnement géographique stratégique, à proximité de nombreux câbles sous-marins, notamment sur la côte Caraïbe (Barranquilla et Carthagène). Le secteur pourrait représenter 1,2 Md\$ en

2030 contre 442 M\$ en 2024 selon un expert en technologie.

Le coût de l'énergie représente néanmoins le principal défi à l'implantation de nouveaux centres de données. Les centres de données représentent déjà 1,5 % de la consommation mondiale d'électricité, une consommation qui devrait largement croître dans les prochaines années. Au T1 2026, la Colombie se situait comme le deuxième pays de la région avec le prix le plus élevé de l'électricité. Ce prix devrait encore augmenter avec l'apparition du phénomène El Niño, particulièrement entre novembre 2026 et mars 2027. La Banque interaméricaine de développement estime le développement économique issu de l'implantation des centres de données à 7,8 Md\$ entre 2010 et 2023. Entre 2024 et 2030, cet impact économique pourrait s'établir entre 6 Md\$ et 42 Md\$.

En juillet, les remesas s'établissent encore au-dessus de 1 Md\$.

Depuis plus de deux ans, les remesas s'établissent au-dessus de 1 Md\$ par mois, atteignant des records chaque année. En 2025, la Colombie a ainsi reçu 13,1 Md\$ de remesas sur l'année. Entre janvier et juillet 2026, le pays a perçu 7,8 Md\$ de remesas (+2,8 % par rapport à la même période en 2025) : 2026 devrait ainsi être une nouvelle année de record.

Les remesas sont une composante essentielle de la consommation : elles représentent 3,3 % du revenu disponible des ménages et 3,6 % de leur consommation selon l'Anif (think-tank économique). L'appréciation du peso colombien par rapport au dollar étatsunien, de +25 % en g.a., participe cependant à réduire les revenus venus de l'extérieur, alors que chaque dollar envoyé représente une moindre quantité de peso.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8%	34,3%	2489
Change USD/COP	0,3%	-21,3%	3151
Change EUR/COP	0,0%	-21,6%	3662
Prix du baril (Brent, USD)	11,2%	42,5%	95,2

Équateur

La production pétrolière manque son objectif pour le mois d'août, reflet des difficultés persistantes du secteur.

La production pétrolière de Petroecuador, entreprise publique, a atteint 365 700 barils par jour (b/j) en moyenne en août. L'objectif fixé par l'entreprise était de 370 000 b/j. Si la production de Petroecuador est en hausse depuis avril (+2,5 %), moment où elle avait atteint un point bas, elle demeure en-deçà de ses niveaux habituels de production. En mars et avril 2025, la production avait été affectée par un incendie dans la plus grande raffinerie du pays (Esmeraldas).

De manière générale, la production pétrolière équatorienne fait face à une dégradation structurelle : investissements en exploration-production limités, dégradation des sites de production, vulnérabilité des oléoducs (voir les [Brèves semaine 49 2025](#)). En excluant juillet 2025 (les conditions climatiques ayant mené à une chute de la production), la production pétrolière entre janvier et août 2026 est en baisse de -2 % par rapport à la même période en 2025. La production de Petroecuador représente 80 % de la production du pays.

Guyana

Le Guyana réduit progressivement ses importations alimentaires.

Le Guyana se rapproche progressivement de sa cible de réduction de 25 % des importations alimentaires d'ici 2030. Selon le ministre de l'Agriculture, le Guyana aurait

atteint à ce stade 77 % de cette cible, fixée collectivement par la Caricom (Communauté des Caraïbes, comprenant 15 pays caribéens dont la Jamaïque, la Barbade ou encore Trinité-et-Tobago). La production agricole guyanienne est en hausse sur plusieurs biens, dont notamment de viande (+12,5 % depuis 2020), de soja ou d'oignon. Le Guyana cherche, en plus de soutenir sa demande domestique, à devenir un pays exportateur de produits agricoles.

Pérou

Le Pérou commence à subir les premiers effets du phénomène El Niño.

Le phénomène El Niño a déjà commencé mais devrait connaître un pic d'intensité entre octobre 2026 et février 2027. Au Pérou, le Niño intensifie les précipitations sur la côte Pacifique, affectant particulièrement la production agricole et piscicole. Le phénomène devrait contribuer à accélérer l'inflation, attendue au-dessus de 4 % en fin d'année par la banque BBVA, bien au-dessus de la cible de la Banque centrale (entre 1 % et 3 %). En 2025, l'inflation s'était établie à 1,5 % seulement.

Suriname

Le secteur électrique aurait besoin de 500 M\$ d'investissements pour faire face aux coupures de courant.

Le secteur électrique aurait besoin de 500 M\$ d'investissements d'ici 2029 pour faire face à la pénurie de production actuelle d'électricité et répondre à une demande croissante, selon le ministre des Ressources naturelles, David Abiamofo. Le Suriname connaît actuellement des coupures de courant qui ne sont pas, selon le ministre, dues à la hausse des coûts du carburant mais à un manque de production

locale, liée à un assèchement du niveau d'eau dans les réservoirs (le mix électrique étant à 61 % hydroélectrique).

Le phénomène El Niño contribue à ces pénuries en réduisant le niveau des précipitations et en augmentant la consommation d'électricité, via l'utilisation de climatiseurs, pour faire face à la hausse des températures. D'après le gouvernement, des coupures de courant plus importantes sont à prévoir dans les mois à venir.

En juillet, l'inflation annuelle ralentit nettement et s'établit à 8,9 %.

En juillet, l'inflation annuelle passe pour la première fois depuis septembre 2025 en-dessous de 10 %. Elle ralentit de -1,5 pp par rapport à juin (10,4 % d'inflation en g.a.). Cependant, la hausse des prix n'est pas homogène : les fruits et légumes connaissent une inflation de 36 % tandis que le poisson (+15 %), les produits laitiers et œufs (+12 %) connaissent également des hausses significatives qui affectent le budget des ménages.

Venezuela

Les États-Unis et le Venezuela ont conclu un accord pétrolier inédit.

Le Venezuela et les États-Unis ont conclu un accord pétrolier qualifié « d'historique » par leurs représentants, d'une durée de 25 ans et pouvant atteindre 100 ans. Ce contrat accorde à la société privée *North American Blue Energy Partners* (NABEP) l'exploitation de 17 champs pouvant produire jusqu'à 65 milliards de barils, soit 20 % des réserves prouvées du pays. L'accord prévoit, selon la Maison-Blanche, que 20 % du pétrole produit soit alloué aux États-Unis à prix coûtant, soit actuellement environ trois fois moins que le prix de marché. En outre, les États-Unis, au travers du bureau des investissements

stratégiques du Département de la Guerre, devraient détenir une participation de 35 % au capital de la société NABEP. Le 1^{er} septembre, le président Donald Trump a tenu une réunion privée à la Maison-Blanche avec des chefs d'entreprise du secteur.

En parallèle, Chevron a annoncé le 2 septembre avoir renégocié ses conditions fiscales et juridiques avec le Venezuela. L'entreprise américaine investira 7 Md\$ sur 5 ans via ses coentreprises PetroPiar et PetroIndependencia, cette dernière ayant obtenu les droits de développement des zones stratégiques Carabobo-1 et Carabobo-2-Sud-A dans la ceinture de l'Orénoque. Par ailleurs, l'entreprise indienne Oil & Natural Gas (OVL) pourrait reprendre prochainement ses activités sur le territoire, alors qu'une visite de terrain est en cours.

Le bolivar s'est déprécié de - 81 % (en g.a.) au mois d'août.

Le bolivar (VES) s'est déprécié de -6,4 % au mois d'août par rapport au mois de juillet, pour s'établir à 795 VES/USD. En glissement annuel, le bolivar connaît une dépréciation de -81 %. La dépréciation se poursuit en dépit des interventions bancaires (à la hauteur de 1,8 Md\$ en août) et contribue, dans une économie *de facto* indexée sur le dollar, à une poussée inflationniste (+20 % d'inflation mensuelle en juillet). Signe de cet environnement monétaire incertain, la différence entre le taux de change parallèle et officiel (dit « brèche cambiaire ») s'établit à 19 %, en légère hausse par rapport à ces trois derniers mois (17 % ; cf. [Brèves semaine 29](#)).

Les économistes vénézuéliens anticipent une poursuite de cette dépréciation sur la fin de l'année, période traditionnellement caractérisée par une augmentation de la masse monétaire due au versement des primes et aux dépenses saisonnières de fin d'année.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)